

XXIIIÈME Colloque international Redford 2
« Professionnalisation, Innovation et Transformation,
leviers de développement ? »

Discours du Recteur Jacky Lumarque

22-23 mars 2018

« Je ne suis pas mécontent d'avoir invité l'Ambassadeur de France, Elisabeth Délégue, à prononcer notre conférence inaugurale. Elle vient de nous dresser un tableau saisissant de notre système éducatif, à partir d'une posture qui met en balance regard critique et solidarité, recul de l'observateur et implication sur le terrain.

L'invitation à l'Ambassadeur est aussi un modeste hommage à la présence de la France parmi nous, depuis plusieurs décennies, comme l'un des rares, sinon le seul partenaire, à manifester une présence systématique aux côtés des universités haïtiennes pour les aider à renforcer les compétences de leur corps professoral et construire les bases d'une capacité institutionnelle dans la recherche scientifique. J'ai déjà relevé, dans diverses interventions antérieures, la contradiction qui existe entre les intentions déclarées de nos partenaires financiers de contribuer au développement d'Haïti et leur absence marquante sur le chantier de l'université.

L'évidence de la pauvreté matérielle du pays peut altérer le regard de l'autre sur nous, lui cacher nos potentialités et nos richesses et l'induire à penser, en toute bonne foi, que pauvreté matérielle s'étend aussi aux autres dimensions de la vie, intellectuelle, morale et spirituelle et que par conséquent la voie privilégiée pour développer Haïti passe d'abord par des formules de réponses dans les limites strictes de nos besoins de base. De là, cette concentration de l'effort de nos PTF sur l'aide alimentaire (blé, riz, peanuts, etc.), les soins de santé primaire et l'éducation de base. Cette vision ignore le rôle que l'université joue, ici comme ailleurs, pour irriguer le développement des autres niveaux éducatifs, fournir les qualifications nécessaires à l'exercice des différents métiers et professions, encourager les innovations scientifiques, technologiques et sociales appelées à nourrir la compétitivité et la croissance. Il nous faut donc admettre que même avec des moyens modestes, les partenariats encouragés par la France avec ses universités, ont aidé l'université haïtienne à constituer un bassin de chercheurs qualifiés. Les laboratoires de l'École Normale Supérieure, de la Faculté des Sciences de l'Université d'État et d'autres, régulièrement évalués par

l'Agence universitaire de la Francophonie attestent de cette vitalité embryonnaire dans la recherche scientifique.

Comme le panorama esquissé par Elisabeth Delègue, qui a parcouru tous les coins et recoins du pays, est assez étendu et fournit un champ de discussions tout aussi vaste pour vos échanges, je vais me contenter, en quelques propos lapidaires, de compléter le tableau en pointant trois enjeux qui vous invitent à un trajet allant de la salle de classe au conseil des ministres. Les quatre axes thématiques du colloque : Compétences et professionnalités, Innovations pédagogiques et éducatives, Apprentissages expérientiels, Politique éducatives invitent à prendre la salle de classe comme point de départ, parce que c'est le lieu où se joue le sort de tout système éducatif, c'est le moment de vérité où se définit le sens des projets de réforme élaborés sur papier, des budgets qui sont votés, des arrêtés et circulaires qui sont adoptés, des financements octroyés aux éditeurs de manuels scolaires, etc. Les questions que vous devez vous poser, dans tous les actes éducatifs, est celle-ci : quel est l'impact de chaque geste, de chaque décision sur les apprentissages dans la salle de classe ? Quelles compétences contribuons-nous à construire ? Quelles valeurs voulons-nous transférer à notre jeunesse et, enfin, somme toute, quelle société voulons-nous produire ?

L'autre pôle symétrique de la salle de classe, c'est-à-dire le conseil des ministres, s'invite tout naturellement, pour exprimer à la fois les espoirs et les dangers que ce lieu de validation des politiques éducatives véhicule pour les citoyens, selon que ces politiques soient opportunes et pertinentes ou au contraire improvisées et mal avisées.

Quels sont donc les trois enjeux que je propose de mettre en avant-scène ?

Ce sont : le développement durable, l'innovation et les politiques publiques.

Le concept de développement durable prolonge la notion d'intérêt général en invitant à trouver un équilibre entre la croissance économique et les enjeux sociaux et environnementaux. Ce concept a été introduit pour la première fois en 1987 dans le rapport de l'ex-Premier Ministre de la Norvège, Harlem Gro Brundtland (« Our Common Future ») élaboré pour la **Commission mondiale sur l'environnement et le développement**. La définition proposée dans le rapport de Brundtland s'explique comme suit :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins propres »

Sans vous en rendre compte peut-être, vous introduisez ainsi dans le débat un élément ouvertement subversif dans le contexte haïtien. Dans quel sens ?

D'abord à cause des politiciens bien évidemment ! Plus précisément de leur rapport avec le temps. Le développement durable se déploie dans le temps long ; il s'inscrit dans un cadre

d'action ingrate, où l'investissement consenti aujourd'hui peut n'apporter aucun dividende à son promoteur. Le temps politique s'inscrit, par contre, dans l'immédiateté, compressé par le stress de l'accumulation accélérée, l'insécurité à propos de l'avenir, le souci de capitaliser sur des résultats à rendre visibles tout de suite. En somme, tout ce qui contrarie la pérennité.

Mais les politiciens ne sont pas les seuls en cause quand il s'agit de contrarier l'agenda du développement durable. Loin de là.

Si aujourd'hui nous trouvons nécessaire de balancer la croissance économique par l'exigence de l'intégration sociale et de la protection de l'environnement, c'est parce que, historiquement, la croissance, ou d'une certaine manière, l'entreprise, a pris comme ennemis l'homme et la planète. Regardez ce que, en quelques centaines d'années, nous avons fait de cette belle planète ! Si aujourd'hui, l'humain ne se laisse plus enchaîner comme esclave-producteur institutionnalisé, les exigences de la productivité peuvent se constituer en ennemi de la convivialité et de l'épanouissement intellectuel, moral et spirituel du travailleur. L'entreprise a deux ennemis : l'homme et la planète. Voilà pourquoi, je reste suspicieux quand nous parlons d'adapter nos formations « aux besoins du marché du travail » sans prendre le temps de nous interroger suffisamment sur la référence : quels marchés du travail ? Mais c'est une autre discussion que je n'ai pas le temps d'aborder ici.

Ainsi, voyez-vous, l'enjeu est plus large. Il se place au-delà de nos contrées et soulève une question plus douloureuse pour vous éducateurs : Qu'est-ce que l'école a fait de l'homme ? Qu'avez-vous, éducateurs, fait de nos enfants et de nos citoyens ? Je me fais souvent rectifier dans le milieu chaque fois que je mets en avant l'exigence d'un vrai projet éducatif, en rupture avec nos conceptions et nos pratiques actuelles, pour m'entendre dire : « il faut commencer par définir un projet de société avant de parler de projet éducatif ». Mais le projet de société d'une communauté, c'est son projet éducatif ! C'est à travers lui que nous façonnons le professionnel, le père de famille, l'ami, le camarade, le citoyen. Et aujourd'hui, plus de 2000 ans après la création de l'Akademia de Platon, nous sommes en droit de nous interroger sur le rôle de l'école dans la configuration de la société actuelle et de vouloir revendiquer, non pas un projet de société, mais carrément un nouveau projet d'humanité.

Venons-en maintenant au second enjeu, celui de l'innovation.

Voilà un concept plus facile à évoquer qu'à mettre en pratique. Comment développer cette capacité de créer des solutions nouvelles ? Dans les produits, les services, les processus, les technologies etc. ? Ici, à Quisqueya, nous sommes confrontés quotidiennement au défi de trouver une assise concrète à ce concept. Nous avons créé il y a trois ans un vice-rectorat à la recherche et à l'innovation ; j'avoue que nous cherchons encore la meilleure façon de le faire, même si, ça et là, professeurs et étudiants arrivent parfois à créer quelques bonnes surprises. Nous avons aussi, dans le domaine éducatif créé **InnovEd**, avec exactement

comme mission la recherche et la promotion de l'innovation dans le domaine éducatif. **InnovEd**, depuis trois ans, concentre son action au niveau des écoles les plus démunies, travaillant dans des environnements précaires, dans le Plateau Central, à Anse-Rouge, à Delmas 32. Les quelques résultats accumulés nous incitent à trouver la voie dans ce que j'appelle **l'innovation frugale**. L'innovation frugale, c'est celle qui prend naissance dans un univers de contraintes de toutes sortes, qui sont loin de ressembler au contexte d'innovation des pays développés. Nous, ici, devons travailler dans des salles de classes mal éclairées, surchargées, avec des enfants sur âgés, mal nourris, ayant parcouru des kilomètres à pied pour se rendre à l'école ; nous devons travailler avec des maîtres et des chefs d'établissements non formés, des parents non impliqués dans les questions de l'école, sans matériels didactiques, parfois sans curriculums. Les pays pauvres comme nous doivent innover dans la frugalité parce que les ressources matérielles sont rares, les financements sont inexistantes ou trop coûteux, les services publics inexistantes, les qualifications de la main d'œuvre au-dessous des standards, le cadre normatif déficient quand il n'est pas carrément adverse etc. Pourtant, Haïti a déjà acquis une certaine tradition d'innovation frugale, que nous retrouvons chez nos artisans et nos artistes à La Saline, à la Croix des Bouquets qui font éclore la beauté à partir de déchets de matériaux. Le défi pour vous est de porter cette tradition d'innovation frugale à l'école. Les chercheurs de **InnovEd**, Sarah Wolf et Marc Prou auront l'occasion, dans la deuxième journée du colloque, de partager avec vous les premières étincelles qui se dégagent de leurs travaux sur un terrain difficile et précaire.

Le troisième et dernier enjeu concerne les politiques éducatives. Lesquelles ?

Celles de la **Réforme Bernard** qui a été sabordée par le propre gouvernement qui l'avait conçue ?

Celles du **Plan national d'éducation et de formation** que j'ai eu la charge de rédiger, sur la base d'un mandat que Jacques Édouard Alexis, alors Ministre de l'Éducation, avait tenu à me confier malgré mon manque d'intérêt pour l'exercice ? Pourtant, voilà un plan dont le processus de production est un modèle de référence tant en termes de rigueur scientifique (par le grand nombre de spécialistes haïtiens et étrangers convoqués pour sa préparation) que de participation. Ce plan, initié en 1991, a traversé deux coups d'État, un embargo international et une invasion étrangère pour aboutir, à travers les États généraux conduits par le Ministre Charles Tardieu, à un véritable monument de référence pour l'éducation haïtienne. Pourtant, il sera ignoré par le même État qui s'est évertué à le produire et chaque ministre inventera une mesure ad hoc sans souci de continuité avec les actions engagées par son prédécesseur. Jusqu'à l'extinction du Plan et son remplacement momentanément par la **Stratégie nationale d'éducation pour tous**, laquelle ne devrait, en aucune manière, se substituer à un plan national.

Celles de la **réforme du Nouveau Secondaire**, conçue par la **Commission multisectorielle de réforme du secondaire** que j'ai coordonnée en 1998 (encore sur la demande insistante de Jacques Édouard Alexis) avec l'assistance de Guy Etienne et traduite dans plus d'un millier de pages de rapports que l'État ignorera hardiment pendant 20 ans, pour, finalement, commencer à appliquer tout récemment ses préconisations, dans l'improvisation la plus totale, en installant abruptement, après une expérimentation chaotique et incomplète, une soi-disant réforme du secondaire, sans curriculum, sans matériel didactique, sans enseignants formés et sans informations pour les chefs d'établissements, les usagers et les parents ?

Celles du **Groupe de travail sur l'Éducation et la Formation** (GTEF) que j'ai dirigé à la demande du Président Préval et du Premier Ministre Alexis et dont les recommandations ont été traduites en un **Plan opérationnel** de cinq ans (2010-2015) que les ministres ignoreront successivement et qui, au terme des cinq ans, est en train de faire l'objet d'une nouvelle révision sous la forme d'un nouveau **Plan décennal** dont le premier jet est à vous glacer d'effroi ?

Il faut arrêter cette machine à produire des plans et des stratégies que tout le monde ignorera, en commençant par les pouvoirs publics eux-mêmes. Malheureusement, cette tendance qui est peut-être le reflet d'une certaine mentalité magique –il suffit d'énoncer la chose pour se convaincre qu'elle est faite- n'est pas propre au secteur éducatif. Je vous invite à faire un tour autour des plans directeurs portant sur la santé, le tourisme, l'environnement, le transport. C'est le même pattern : nous écrivons des documents que tout le monde ignore et que nous nous attelons à réécrire tous les cinq ans avec le même effet : les politiques publiques énoncées par les pouvoirs ne sont pas celles que les acteurs appliquent. Voici comment nous sommes collectivement complices pour construire un État incapable de **faire** (un mauvais opérateur), peu soucieux de **faire-faire** (c'est plus difficile d'être régulateur) et qui finit par se complaire dans le **laisser-faire**.

Pourtant, il suffirait, sans plan stratégique, sans réforme grandiloquente, que les fonctionnaires s'attellent à être présents à leur poste, s'adonnent (hormis les réunions qui ont pour seule finalité de préparer une autre réunion et ainsi de suite) aux petits gestes quotidiens qui visent à produire un vrai service public, avec comme obsession les apprentissages à encourager au niveau de la salle de classe.

Voici donc les questions que je soumets à votre attention, en m'adressant en particulier aux étudiants inscrits du master en ingénierie de l'éducation et aussi aux fonctionnaires du Ministère de l'Éducation présents dans le colloque et aussi dans le master. N'ayez pas peur de ces questions. Elles ne sont pas inamicales, même si elles sont provocatrices. Elles visent

tout simplement à contribuer à provoquer l'onde de choc qui doit nous sortir de notre torpeur collective.

Excusez-moi d'avoir été aussi long, malgré l'annonce d'un laïus lapidaire.

Bon colloque à tous !

Jacky LUMARQUE, Recteur de l'Université Quisqueya